

## Zuma a-t-il voulu court-circuiter la délégation envoyée par l'UA au Burundi ?

Jeune Afrique, 01 mars 2016 Dialogue inclusif au Burundi : le double langage de l'UA sème la confusion Quarante-huit après le point de presse à Bujumbura de Jacob Zuma (Photo à d), chef de la délégation de haut niveau de l'UA d'oppression au Burundi, l'organisation panafricaine a publié lundi soir un nouveau communiqué qui clarifie sa position au sujet du dialogue interburundais et contredit les propos du président sud-africain. Jacob Zuma avait-il parlé en son nom propre ? À la tête de la délégation de haut niveau de l'Union africaine au Burundi, le président sud-africain avait appelé samedi à la tenue du dialogue politique interburundais avec des « acteurs importants » de la crise. Une déclaration qu'il a lui-même lue devant la presse à Bujumbura vingt-heures après le départ de tous les autres chefs d'État et de gouvernement africains qui l'accompagnaient dans une mission de consultation dans la capitale burundaise. La position de l'UA, à travers son chef de délégation, a été diversement appréciée au Burundi : le régime de Nkurunziza s'est estimé « renforcé » alors que ses detracteurs déplorait l'incapacité des chefs d'État à franchir la ligne du président burundais. Ce dernier a toujours refusé de discuter avec les opposants en exil regroupés au sein du Conseil national pour le respect de l'accord d'Arusha et l'État de droit au Burundi (Cnared). Qui prendra finalement le dialogue interburundais ? Mais quarante-huit après la déclaration de Jacob Zuma, coup de théâtre à Addis-Abeba. Dans la soirée du lundi 29 février, l'UA publie un nouveau communiqué de la délégation de chefs d'oppression au Burundi les jeudi et vendredi précédents. Contrairement aux propos de Jacob Zuma, une invitation est désormais lancée à « toutes les parties prenantes de la crise burundaise à prendre part [au] dialogue, sans préconditions, et dans le strict respect de l'Accord d'Arusha pour la paix et la conciliation ». Des pourparlers placés sous la facilitation du président ougandais, Yoweri Museveni, à encourager à continuer ses consultations avec tous les acteurs de la crise et à annoncer, début mars 2016, la date pour la reprise immédiate du dialogue interburundais. Quand Zuma court-circuite l'UA Consulté par l'AFP, une source diplomatique africaine a confié que la déclaration de Jacob Zuma samedi, avant de quitter Bujumbura, avait surpris l'UA qui travaillait déjà sur le communiqué qui vient d'être publié. Ce qui a poussé l'organisation panafricaine à procéder à la mise au point, mais le mal semble déjà fait. Bujumbura devrait désormais en tenir mordicus à la première déclaration du président sud-africain. « La délégation de haut niveau était dirigée par un chef d'État, le président Jacob Zuma, qui a lu une déclaration à la presse. Ce nous lie, rien d'autre », a réagi dans la nuit de lundi à mardi Alain-Aimé Nyamitwe, ministre burundais des Affaires étrangères. Autrement dit, Bujumbura maintient son refus de discuter avec le Cnared. Même si, dans son communiqué, la délégation de haut niveau a déclaré qu'elle de « rencontrer les parties prenantes de la crise burundaise sont hors du pays ». Une décision dont Jacob Zuma n'avait fait aucune mention à Bujumbura. Trésor Kibangula